

Gilles Bui-Xuân
Président de l'AFRAPS



Table ronde
*« Sciences et techniques des APSA :
quels rapports, vers quels métiers de
l'intervention ? »*

Pourquoi se poser la question des rapports entre sciences et techniques, et oublier (ce qui est significatif) la structure, celle du corps, qui revêt pourtant une importance primordiale non seulement dans l'accomplissement de la performance en sport comme en EPS, mais aussi dans les études en STAPS.

Pour répondre très globalement à la question, on pourrait dire que ces trois dimensions (structure, technique, fonction) interagissent en permanence (et donc qu'aucune n'est à négliger), mais que les proportions de mobilisation des unes et des autres ne sauraient être identiques en fonction du degré de qualification des divers métiers de l'intervention. D'ailleurs, ces proportions évoluent également pour chaque métier en fonction du degré de compétence, ce qui permet entre autres d'établir des passerelles entre les métiers et d'accéder à un métier plus qualifié à condition d'avoir accumulé les composantes requises à l'expression de la nouvelle compétence.

En gros, on pourrait associer aux métiers reconnus comme de moindre qualification (et notamment ceux de l'animation) une exigence structurale plus importante au regard des dimensions techniques et scientifiques. Ils concernent surtout les étudiants qui quittent l'Université avec une Licence (mais aussi tous ceux qui en sortent avant, ou ne passent pas par l'Université)

Les enseignants, quels que soient les secteurs d'intervention et les populations auprès desquelles ils interviennent, vont peu à peu privilégier les fruits d'un apprentissage : techniques, savoir-faire, ou connaissances (à distinguer de savoirs). A ce niveau, il faut admettre que le statut des connaissances est le même que celui des techniques. Tout enseignant devrait alors avoir acquis un Master.

Ce n'est qu'avec le Doctorat que les sciences l'emporteront sur la structure et la technique, et donneront accès aux métiers de conception. Car les concepteurs de l'intervention sous toutes ses formes font aussi partie des métiers que l'Université prépare.

Cette conception conative des métiers de l'intervention et de leur gradation déclenche inévitablement un nouveau questionnement : comment peut-on devenir docteur/concepteur sans avoir accumulé les ingrédients qui ont caractérisé les métiers de moindre qualification ?

Quelle science fructueuse pour les APSA saurait se dégager de l'expérience corporelle ? Quelle science générative des APSA pourrait s'émanciper des focalisations techniques ?

Si les STAPS sont filles de l'EPS, on voit bien vers quelles dérives pourraient conduire des recherches qui auraient coupé le cordon originel, et qui, s'autonomisant, seraient bien en peine de nourrir les connaissances indispensables aux formations aux métiers de l'intervention.

Mais au-delà de toute réflexion théorique, l'AFRAPS se refuse de masquer les relations entre science, idéologie, politique. Le colloque de Louvain la Neuve de janvier 2005, en réunissant la 2^{ème} Biennale de l'AFRAPS et la 3^{ème} Biennale de l'ARIS sous l'égide de l'EDPM sur le thème « intervenir dans les APSA » a démontré une volonté commune de rapprochement et de collaboration au-delà des clivages d'orientation de recherche ou d'exigence de niveau. Et le problème fondamental que pose ce Forum de défense de l'EPS est le même que celui qui est posé par les organismes de défense de la recherche. Certes il faut défendre des niveaux d'excellence en EPS comme en recherche, à condition toutefois que l'EPS comme la recherche universitaire aient les moyens d'exister. Ce serait s'illusionner que de croire que la reconnaissance ministérielle des équipes de recherche dépendrait de leur excellence quand la politique actuelle du Ministère est de supprimer de nombreuses Ecoles doctorales et de couper les moyens financiers à la plupart des petites équipes. En agissant ainsi le gouvernement actuel non seulement favorise les riches et déshabilite les pauvres, mais surtout il surdimensionne la *techne* au détriment du *logos*, il accélère la reproduction et condamne la création. Sa vision est celle du profit à court terme. En agissant de la sorte il ampute l'avenir de nos enfants.

Le gouvernement en place ne saurait avoir une autre politique pour l'EPS ! Il ne tardera pas à acérer ses flèches et s'attaquera d'abord aux plus fragiles, c'est-à-dire aux sortants, avant que de s'en prendre à la discipline elle-même en l'extériorisant.

Il serait bien étonnant que les laboratoires les plus performants puissent convaincre scientifiquement le pouvoir en place de la nécessité d'améliorer les conditions de pratique de l'EPS, pour le meilleur profit de la nation. Non, le gouvernement utilisera des techniques éprouvées pour arriver à ses fins : la division, la diminution des moyens, l'autoritarisme, car *in fine*, il préfère la répression à l'éducation.

Ce n'est donc pas la raison ou la science qui déterminera l'avenir de l'EPS. Et si les laboratoires n'arrivent déjà pas à répondre aux préoccupations du terrain, on voit mal comment ils pourraient satisfaire la légitime demande d'éducation physique des élèves et de leurs enseignants.

Seule la mobilisation de toutes les forces réunies contre la politique actuelle de destruction du service public d'éducation pourra faire reculer la libéralisation rampante qui le mine.

C'est la condition *sine qua non* pour que les rapports entre sciences et techniques puissent alors s'établir harmonieusement dans une complémentarité interactive, fondatrice de toute formation aux métiers de l'intervention.